

Le Sud face à sa démographie

Lorsqu'en 1974, à la demande pressante des pays riches, fut réunie à Bucarest la Conférence mondiale de la population, les interrogations sur les liens entre la croissance démographique et le développement étaient plus vives que jamais. Au-delà des confrontations politiques, les débats mirent à jour de profondes oppositions. Les uns jugeaient impossible de sortir du sous-développement sans maîtriser la croissance démographique. Pour les autres, l'ordre des priorités était inverse : le problème démographique se résoudrait de lui-même avec le développement économique et social. La première assertion provenait surtout des pays riches, inquiets du rythme auquel se creusait le déséquilibre démographique entre le Nord et le Sud, et était vigoureusement rejetée par les plus vindicatifs des pays en développement.

En fait, un certain nombre d'entre eux avaient déjà, et parfois depuis longtemps, pris des mesures de contrôle de la croissance démographique. Et la plupart des autres n'allaient guère tarder à le faire. Dix ans plus tard, à la Conférence de Mexico en 1984, rares étaient ceux qui remettaient encore en cause le bien-fondé d'une maîtrise de la démographie. Les positions sont devenues plus nuancées : il est de plus en plus évident que le hiatus entre le « temps » des évolutions démographiques d'une part et ceux du développement économique de l'autre est profond ; mais l'histoire montre que rares sont les cas où la croissance économique des pays du Sud a pu être stable, nettement plus élevée que la croissance démographique, et ceci sur une période suffisamment longue pour que les taux de fécondité descendent d'eux-mêmes à des niveaux beaucoup plus faibles.

Pour les économies en développement, les vingt dernières années ont été particulièrement riches d'enseignements et en définitive de déceptions. Au début des années soixante-dix, après deux décennies de croissance glorieuse, les pays occidentaux furent fortement ébranlés par une série de ruptures venant remettre en cause le mode de croissance antérieur. Toutefois, si la crise sévissait au Nord, les économies en développement profitèrent pendant quelques années, les unes d'une importante amélioration de leurs termes de l'échange, les autres de l'abondance des liquidités recyclées avec diligence par les banques occidentales. Le rêve d'une sortie très rapide du sous-développement sembla ainsi enfin prendre corps. Pour un petit nombre de pays, les progrès furent même suffisamment prononcés et durables pour qu'ils accèdent au rang de « nouveaux pays industriels ». Mais pour la plupart des pays en développement, les espoirs s'évanouirent rapidement dans les années quatre-vingt. On connaît les phases successives de cette désillusion : crise financière, d'abord ponctuelle puis généralisée ; détérioration durable des termes de l'échange des pays exportateurs de matières premières non énergétiques ; récessions ; austérité prolongée entraînant des baisses parfois considérables des niveaux de vie ; enfin baisse du prix du pétrole.

Méconnaître les progrès accomplis au cours des quarante dernières années serait une erreur. Les niveaux de vie ont dans de nombreux cas sensiblement progressé, et pas seulement au sens restrictif du revenu moyen par habitant. Les niveaux d'éducation et de santé se sont élevés. Si la pression démographique est restée très forte, la baisse de la fécondité est presque partout engagée et prouve, dans une certaine mesure, que le développement joue bien son rôle dans la transition démographique. Ces progrès sont cependant partiels, à la fois dans le temps et dans l'espace. Les interrogations sur l'avenir des pays à démographie galopante et à ressources limitées sont donc plus que jamais légitimes.

C'est dans ce contexte que deux économistes du CEPPII, Agnès Chevallier et Véronique Kessler, viennent de publier un ouvrage¹ qui analyse la situation des économies d'Afrique du Nord face à leur démographie.

A de nombreux titres, les quatre pays étudiés (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte) sont en effet particulièrement intéressants. Leur développement a été rapide mais néanmoins insuffisant. Si la croissance démographique y est en voie de ralentissement, elle reste vive et constitue une préoccupation fondamentale des gouvernements. Ces pays présentent une certaine unité historique, culturelle, géographique, mais ils se différencient aussi par de

1. « Economies en développement et défis démographiques : Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie », *Notes et études documentaires*, n° 4878, La Documentation française, 1989.

nombreux aspects : dotations inégales en ressources naturelles, modes d'accès à l'indépendance, politiques économiques et sociales.

L'examen précis du développement de ces pays est par ailleurs d'un très grand intérêt pour l'Europe. En effet, pendant toutes les années soixante et jusqu'au milieu des années soixante-dix, une partie des difficultés posées par la démographie ont été amorties par un très fort courant d'émigration de travailleurs vers l'Europe. Mais la montée rapide du chômage européen après le premier choc pétrolier a fermé cette soupape migratoire. Certes, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte ont profité de l'augmentation des recettes d'exportation d'hydrocarbures, et le Maroc a bénéficié, peu de temps, d'une forte hausse des prix des phosphates. Mais les recettes sont restées largement en deçà des besoins de ces pays à forte capacité d'absorption, si bien que tous ont eu recours à l'endettement extérieur. Les créiteurs officiels et bancaires européens, notamment français, se sont particulièrement engagés pour des raisons commerciales, historiques et culturelles, dans cette région. Mais aujourd'hui, comme partout ailleurs, la voie de l'endettement n'est plus praticable. Le Maroc et l'Égypte sont véritablement étranglés par leurs engagements, et la Tunisie et l'Algérie éprouvent de très sérieuses difficultés pour y faire face. Malgré les rééchelonnements, les sauvetages financiers et les prêts contraints, les difficultés économiques sont très importantes. Elles mettent évidemment à rude épreuve les équilibres socio-politiques internes.

Or il n'existe dans le monde que peu de zones de contact aussi direct entre des pays pauvres et jeunes du Sud, et des pays riches et vieillissants du Nord. Pour ne pas se laisser distancer par le Japon et les États-Unis, l'Europe a décidé d'être plus et mieux intégrée. Dans l'intense effort que réclame cette entreprise, il est indispensable qu'elle n'oublie pas ce qui se passe juste derrière sa frontière méditerranéenne. Car elle a tout à gagner d'un développement sans heurts d'un marché qui, pour ne pas être aussi grand et aussi solvable que le sien, n'en croît pas moins à grande vitesse. Les chiffres sont éloquents : en 1950, alors que l'Europe communautaire allait tenter ses premiers pas, sa population — celle des douze pays de sa formation actuelle — représentait six fois celle des quatre pays d'Afrique du Nord étudiés ici ; aujourd'hui, ce rapport n'est plus que de trois, et dans quarante ans il aura encore été divisé par deux.

L'objet de l'ouvrage du CEPPI n'est pas de condamner ou de disculper l'explosion démographique dans les difficultés économiques. Il est plus modestement de repérer la façon dont la croissance démographique affecte certains équilibres sociaux ou financiers, dans quelques-uns des domaines où ces effets sont particulièrement directs et visibles : l'emploi, l'éducation et la santé et leurs poids dans les finances publiques, l'équilibre agro-alimentaire. L'observation des dix à vingt dernières années montre que ces

pays ont assez bien répondu aux exigences de leurs rythmes démographiques. En revanche, il paraît clair qu'ils sont désormais en plus mauvaise posture pour poursuivre leurs efforts. La raison en est simple : les déséquilibres réels et financiers ne font pas que se succéder, ils s'accroissent et ils se conjuguent. Outre l'examen du passé, chaque fois que cela s'avérait possible, l'ouvrage a tenté d'éclairer les options pour l'avenir, leur coût et leur faisabilité. En Afrique du Nord, comme dans beaucoup d'autres régions, c'est entre les contraintes démographiques et financières que devra être trouvée la voie étroite vers le développement.

Jean-Michel CHARPIN
Directeur du CEPII